

## **Dans les années 1990, des dizaines d'opposants ont été assassinés en Iran et à l'étranger**

719 words

8 July 2005

Le Monde

7

French

(c) Le Monde, 2005.

L'IRAN peut difficilement effacer de sa toute récente histoire le chapitre des assassinats politiques, en particulier dans les années 1990. Des dizaines d'hommes de plume et d'opposants ont été alors assassinés à l'étranger ou sur le territoire iranien. D'autres ont été portés " disparus ». Les enquêtes et procès n'ont toutefois pas tous abouti à la mise en accusation directe des autorités.

10 avril 1997 : un tribunal de Berlin accuse " le plus haut sommet de l'Etat » iranien d'être impliqué dans l'assassinat, cinq ans plus tôt, dans un restaurant de la même ville, de quatre dirigeants de l'opposition kurde iranienne. Il précisait qu'un " comité des affaires spéciales » avait commandité le meurtre, le ministre des renseignements, Ali Fallahian, ayant donné l'ordre de l'exécuter. Téhéran avait crié à la calomnie, et l'Union européenne, solidaire de l'Allemagne, avait suspendu le " dialogue critique » qu'elle entretenait alors avec la République islamique.

6 août 1991 : à Suresnes (Hauts-de-Seine), Chapour Bakhtiar, le dernier premier ministre du chah, est assassiné. Trois ans après les faits, la cour d'assises de Paris condamne par contumace six des neuf accusés. Deux autres, présents dans le box, se voient infliger des peines allant de la perpétuité à dix ans de réclusion criminelle. Un seul, Zeynalabedine Sarhadi, est acquitté : pour sa défense, les autorités et la presse iraniennes avaient lancé une mobilisation sans précédent, alors qu'il n'était qu'un simple employé de l'ambassade de la République islamique en Suisse. Onze ans plus tôt, le même Chapour Bakhtiar avait échappé à un premier attentat, dont l'auteur, Anis Naccache, coule des jours tranquilles à Téhéran depuis sa libération, en 1990.

Cette année-là, près de Genève, un autre opposant iranien, Kazem Rajavi, avait été assassiné. Les deux meurtriers, identifiés par la police suisse, sont arrêtés en France, mais, après s'être engagé à les remettre à la justice helvétique, Paris les extradé vers Téhéran, invoquant " l'intérêt supérieur de l'Etat français ».

### **PAGE NOIRE**

En novembre et en décembre 1998, c'est en Iran même que le scandale éclate. Deux opposants, le couple Daryush et Parvaneh Forouhar, ainsi que les écrivains Majid Charif, Mohammed Mokhtari et Mohammed Pouyandeh, sont assassinés. L'affaire aurait été sans doute camouflée en règlements de comptes sans la pugnacité du président de la République réformateur, Mohammed Khatami, qui obtient du ministère des renseignements l'aveu que les tueurs font partie de ses personnels. L'Iran bruisse alors de

**GD001123**

rumeurs sur l'existence d'une liste de personnalités à éliminer. L'éditorialiste Akbar Ganji - qui purge actuellement une peine de prison pour pensée politiquement non correcte - accuse le ministre des renseignements, Ali Fallahian, d'être l'âme damnée du ministère, et le régime d'avoir érigé l'intimidation, y compris par le crime, en méthode de gouvernement.

La liste des assassinats est longue. En 1996, le journaliste **Reza Mazlouman** avait été assassiné à Paris pour avoir " insulté » l'islam et le Prophète. La même année, un autre journaliste, Faradj Sarkouhi, " disparaissait » au moment où il devait prendre un avion pour l'Allemagne, avant de " réapparaître » dans une mise en scène tragi-comique organisée par les autorités, puis d'être traduit devant un tribunal révolutionnaire, accusé d'avoir cherché à quitter clandestinement le territoire iranien.

Une succession d'incidents tragiques avait, auparavant, glacé d'effroi les intellectuels. Ahmad Amiralai, un traducteur renommé, qui tenait une librairie à Ispahan, avait disparu avant que son corps soit retrouvé, une bouteille d'alcool à la main, dans une mise en scène sordide, disait-on dans le milieu des lettres. Ghaffar Hussein, traducteur, lui aussi, avait été retrouvé mort chez lui. Ahmad Tafazoli, vice-président de l'Académie des langues iranienne et persane, avait été découvert, sans vie, dans le coffre de sa voiture. Pendant quelques mois, un programme hebdomadaire, Howiyat (" Identités »), avait été diffusé par la télévision officielle, désignant à la colère des extrémistes les intellectuels considérés comme des parias.

Cette page noire de la République islamique d'Iran semble désormais tournée, mais les arrestations et les procès se font de plus en plus nombreux contre les tenants d'une pensée jugée séditeuse.

Mouna Naïm